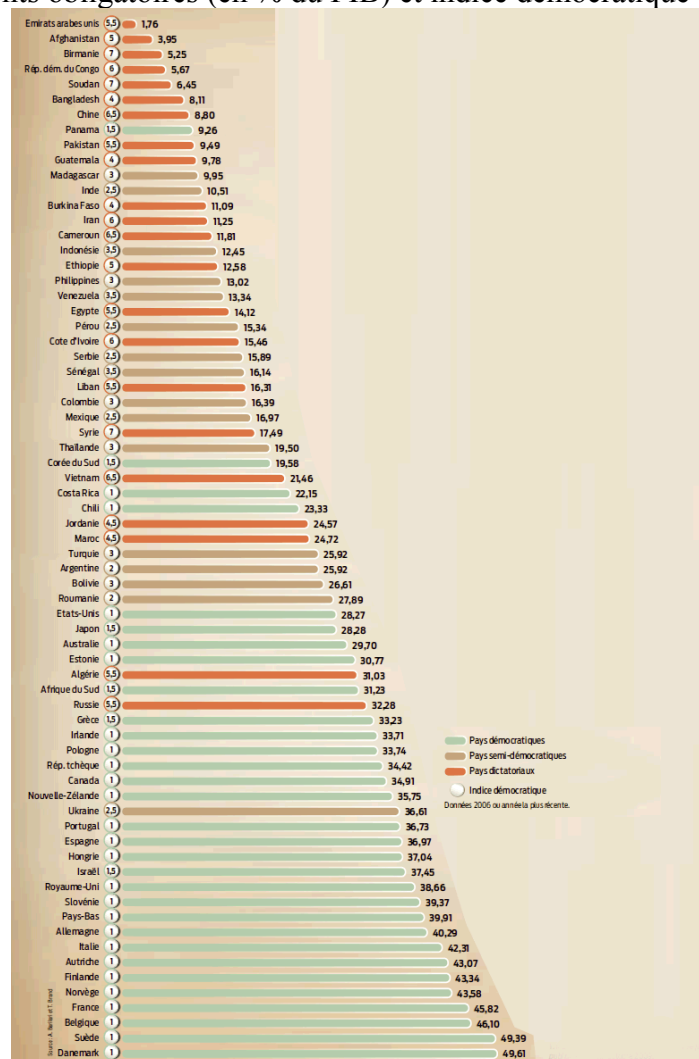


Le prix de la démocratie

Des impôts trop élevés entravent-ils la liberté des individus ? C'est en réalité l'inverse que l'on observe. Il existe une nette corrélation : plus la part de la fiscalité dans le produit intérieur brut (PIB) est importante, plus le pays est démocratique. André Barilari et Thomas Brand [1] l'ont montré en comparant le taux de prélèvements obligatoires de nombreux pays avec leur caractère plus ou moins démocratique. Une mesure faite en prenant en compte à la fois les droits politiques (processus électoral, pluralisme...) et les libertés civiles (liberté d'expression, d'association...).

Taux de prélèvements obligatoires (en % du PIB) et indice démocratique



[Cliquez pour agrandir l'image](#)

Trois groupes se dessinent : ceux dont le poids de la fiscalité dans la richesse nationale est faible, inférieur à 12 % du PIB, sont souvent des pays dictatoriaux, comme la Chine, le Soudan, le Cameroun, l'Iran ou le Pakistan ; ceux dont les impôts représentent entre 12 et 28 % du PIB sont en général semi-démocratiques, tels que les Philippines, le Sénégal, le Mexique, la Thaïlande, le Nicaragua... ; enfin, ceux dont la fiscalité pèse plus de 28 % du PIB sont presque toujours démocratiques, c'est le cas des Etats-Unis, de la France, de l'Allemagne ou encore du Danemark.

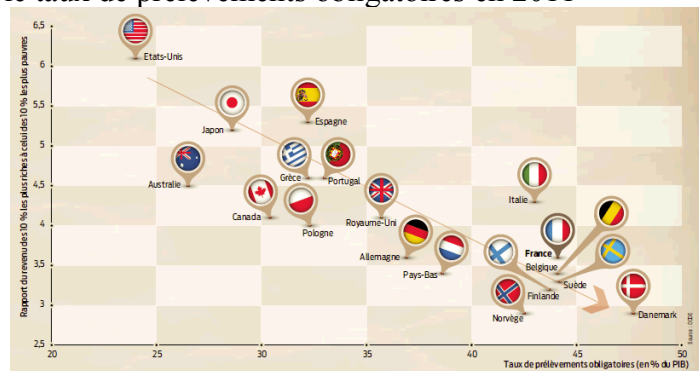
[1] "Le paradoxe de Montesquieu", in *Revue française de finances publiques* n° 108, octobre 2009.

Quand on compare les données des différents pays, davantage d'impôts va également de pair avec moins d'inégalités et de pauvreté. Et les classes moyennes s'épanouissent en fait mieux dans les pays où les prestations sociales et les prélèvements obligatoires sont élevés, contrairement à une croyance répandue. *"Les hauts niveaux de prélèvements obligatoires actuels ne reflètent nullement des archaïsmes : ils indiquent plutôt la modernité et la complexité des sociétés développées, et l'affirmation de droits sociaux qui sont des conquêtes contemporaines"*, rappelle l'économiste Jean Gadrey [1].

Un rempart contre les inégalités

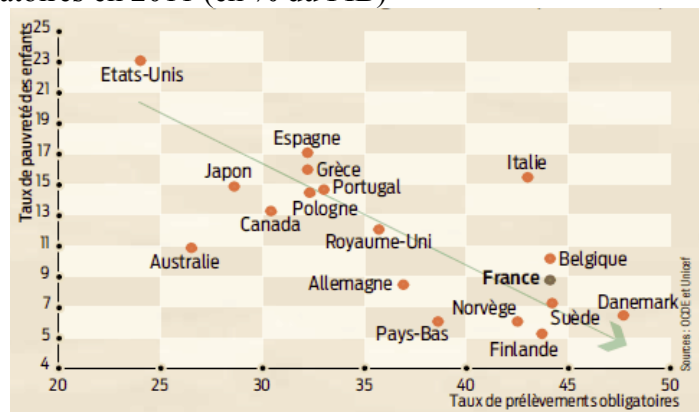
Dans ces cinq graphiques, on compare l'importance des prélèvements obligatoires et une série d'indicateurs sélectionnés pour leur capacité à illustrer le degré de cohésion sociale d'un pays. L'objectif étant d'établir ou non des corrélations. A chaque fois, les deux dimensions choisies sont très liées. Sauf dans un cas : le taux de croissance.

Corrélation entre le rapport du revenu des 10 % les plus riches à celui des 10% les plus pauvres en 2010 et le taux de prélèvements obligatoires en 2011



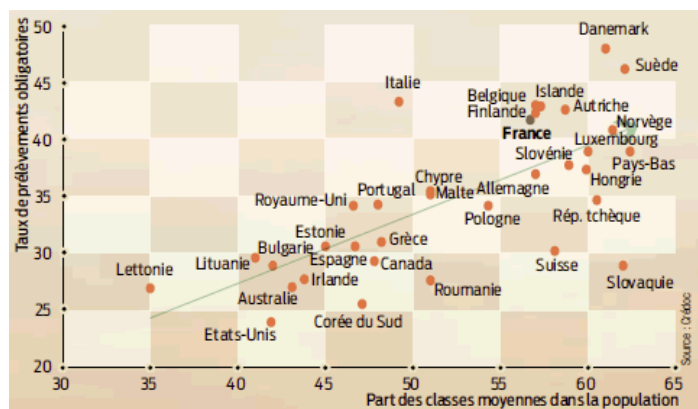
[Cliquez pour agrandir l'image](#)

Corrélation entre le taux de pauvreté des enfants (seuil à 50 %) en 2012 et le taux de prélèvements obligatoires en 2011 (en % du PIB)



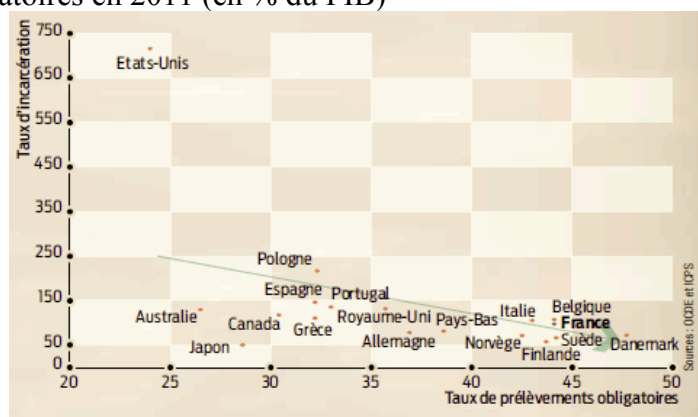
[Cliquez pour agrandir l'image](#)

Corrélation entre la part des classes moyennes (en %) et le taux de prélèvements obligatoires en 2011 (en % du PIB)



[Cliquez pour agrandir l'image](#)

Corrélation entre le taux d'incarcération pour 100 000 habitants en 2012 ou 2013 et le taux de prélèvements obligatoires en 2011 (en % du PIB)



[Cliquez pour agrandir l'image](#)